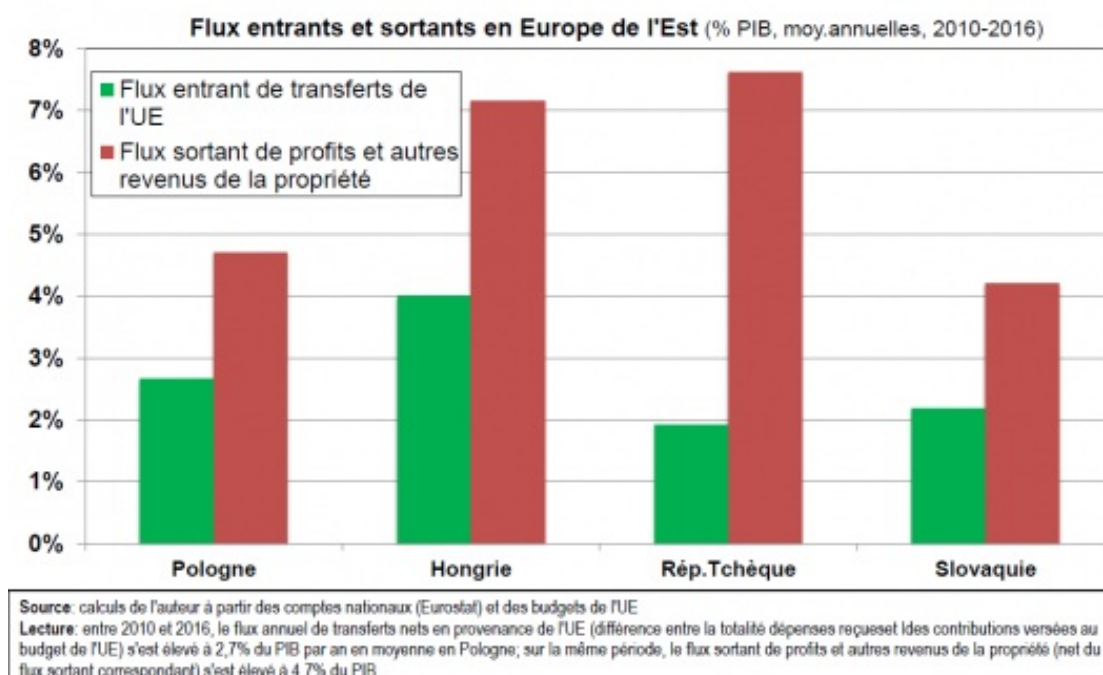


2018, l'année de l'Europe

 piketty.blog.lemonde.fr/2018/01/16/2018-lannee-de-leurope/

16 janvier 2018



Dix ans après la crise financière, l'année 2018 sera-t-elle celle du sursaut de l'Europe ? Plusieurs éléments y concourent, mais rien n'est gagné.

La crise de 2008, qui conduisit à la plus forte récession mondiale depuis la crise de 1929, avait clairement pour origine les faiblesses de plus en plus criantes du système américain : excès de dérégulation, explosion des inégalités, endettement des plus pauvres. Portée par un modèle de développement plus égalitaire et inclusif, l'Europe aurait pu saisir cette occasion pour promouvoir un meilleur système de régulation du capitalisme global. Patatras : faute d'une confiance suffisante entre ses membres, prisonnière de règles rigides appliquées à contretemps, l'UE provoqua en 2011-2013 une nouvelle récession dont on se remet à peine.

L'arrivée au pouvoir de Trump en 2017 a révélé une nouvelle faille béante du modèle américain. Cela relance la demande d'Europe, d'autant plus que l'évolution des modèles alternatifs (Chine, Russie) n'est guère rassurante.

Pour répondre aux attentes, l'Europe devra toutefois surmonter de multiples défis. D'abord un défi général : la dérive inégalitaire de la mondialisation. L'Europe ne rassurera pas ses citoyens en leur expliquant que la situation y est meilleure qu'aux Etats-Unis ou au Brésil. Les inégalités progressent dans tous les pays, encouragées par une concurrence fiscale exacerbée en faveur des plus mobiles, que l'Europe continue toujours à attiser. Les risques de repli identitaire et de logiques de bouc émissaire ne seront surmontés que si l'on parvient à proposer aux classes populaires et aux jeunes générations une véritable stratégie de réduction des inégalités et d'investissement dans l'avenir.

Second défi : le clivage Nord-Sud, qui s'est dramatiquement creusé au sein de la zone

euro, et qui repose sur des récits contradictoires des événements. En Allemagne et en France, on continue de s'imaginer que l'on a aidé les Grecs, puisqu'on leur a prêté de l'argent à un taux d'intérêt inférieur à celui auquel ils auraient dû faire face sur les marchés financiers, mais supérieur à celui auquel nous empruntons sur ces mêmes marchés. En Grèce, la lecture est très différente : on y voit surtout une juteuse marge financière. En vérité, la purge imposée à l'Europe du Sud, avec des conséquences sécessionnistes dramatiques en Catalogne, est le résultat direct d'un égoïsme franco-allemand à courte vue.

Troisième défi : le clivage Est-Ouest. A Paris, Berlin ou Bruxelles, on ne comprend pas l'ingratitude de pays qui ont bénéficié de transferts publics massifs. Mais à Varsovie ou à Prague, on voit les choses différemment. On fait valoir que les investissements privés venus de l'Ouest ont été payés au prix fort, et que les flux de profits aujourd'hui versés aux propriétaires des entreprises dépassent de loin les transferts européens allant dans l'autre sens.

De fait, si l'on examine les chiffres, ils n'ont pas complètement tort. Après l'effondrement du communisme, les investisseurs occidentaux (allemands en particulier) sont graduellement devenus propriétaires d'une part considérable du capital des ex-pays de l'Est : environ un quart si l'on considère l'ensemble du stock de capital (immobilier inclus), et plus de la moitié si l'on se limite à la détention des entreprises (et plus encore pour les grandes entreprises). Les travaux de Filip Novokmet ont montré que si les inégalités ont moins fortement progressé en Europe de l'Est qu'en Russie ou aux Etats-Unis, c'est simplement parce qu'une bonne partie des hauts revenus issus du capital est-européen sont versés à l'étranger (à l'image d'ailleurs de ce qui se produisait avant le communisme, avec des détenteurs du capital qui étaient déjà allemands ou français, et parfois autrichiens ou ottomans).

Entre 2010 et 2016, les flux annuels sortants de profits et de revenus de la propriété (nets des flux entrants correspondants) ont ainsi représenté en moyenne 4,7% du produit intérieur brut en Pologne, 7,2% en Hongrie, 7,6% en République Tchèque et 4,2% en Slovaquie, réduisant d'autant le revenu national de ces pays.

Par comparaison, sur la même période, les transferts annuels nets venant de l'UE, c'est-à-dire la différence entre la totalité des dépenses reçues et des contributions versées au budget de l'UE, étaient sensiblement plus faibles : 2,7% du PIB en Pologne, 4,0% en Hongrie, 1,9% en République Tchèque et 2,2% en Slovaquie (pour mémoire, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont contributeurs nets au budget de l'UE à hauteur d'environ 0,3%-0,4% de leur PIB).

On objectera certes que les investissements occidentaux ont permis d'augmenter la productivité des économies en question, et ont donc bénéficié à tous. Mais les dirigeants est-européens ne manquent pas une occasion de rappeler que les investisseurs abusent de leur position de force pour comprimer les salaires et maintenir des marges excessives (voir par exemple cette interview récente du premier ministre tchèque).

De la même façon qu'avec la Grèce, les puissances économiques dominantes ont au contraire tendance à naturaliser les inégalités : on part du principe que le marché et la « libre concurrence » conduisent à une répartition juste des richesses, et on considère les transferts réalisés à partir de cet équilibre « naturel » comme un acte de générosité de la part des gagnants du système. En vérité, les relations de propriété sont toujours complexes, surtout au sein de communautés politiques de grande taille comme l'UE, et ne peuvent être régulées par la seule grâce du marché.

On ne sortira de ces contradictions qu'au prix d'une refondation intellectuelle et politique d'envergure, ainsi que d'une véritable démocratisation des institutions européennes. Espérons que l'année 2018 y contribue.

Tous les calculs réalisés et sources utilisées pour les chiffres cités dans cette tribune concernant les flux entrants et sortants de revenus de la propriété et de transferts européens en Europe de l'Est sont disponibles ici. Pour aller plus loin, voir la thèse de Filip Novokmet, « Between communism and capitalism. Essays on the evolution of income and wealth inequality in Eastern Europe 1890-2015 (Czech Republic, Poland, Bulgaria, Croatia, Slovenia, Russia) » (2017). Voir également cet article sur la Pologne, et celui-ci sur la Russie, qui en sont issus.